

MANIFESTATION NATIONALE

Des perturbations attendues à Brussels Airport

Brussels Airport s'attend à vivre une journée difficile vendredi en raison de la manifestation nationale organisée par les syndicats. Le screening des voyageurs et le traitement des bagages risquent d'être particulièrement affectés par le manque de personnel disponible, précise dimanche un porte-parole de l'aéroport, qui appelle les compagnies à supprimer des vols.

Le front commun a appelé à la mobilisation dans les rues de Bruxelles pour faire à nouveau entendre ses revendications en matière de pouvoir d'achat : plafond sur les prix de l'énergie et révision de la norme salariale. La proposition gouvernementale d'un chèque de maximum 750 euros pour les salariés des entreprises en bénéfice n'a pas convaincu. La dernière journée d'action remonte au 9 novembre. Il n'y a pas d'appel à la grève cette fois, mais de nombreux travailleurs risquent de débrayer pour aller manifester.

Brussels Airport appelle les compagnies à réduire leur plan de vol de 70 %. Les 30 % restants pourraient être opérés sans difficulté.

Les passagers concernés seront informés personnellement dans les prochains jours. BELGA

ENSEIGNEMENT

Une question de niveau : l'enquête

« Le niveau de notre système éducatif baisse-t-il ? Ou, contrairement aux apparences, s'élève-t-il ? Que peut-on déplorer ? De quoi peut-on se réjouir ? Dans ces évolutions, quels rôles respectifs jouent les programmes, les pratiques pédagogiques ou encore les changements culturels et sociaux ? » Pour l'Aped (Appel pour une école démocratique) ces questions « méritent mieux que des réponses caricaturales ». C'est pourquoi l'association lance une grande enquête pour tenter d'objectiver le niveau de notre enseignement autrement que par les résultats de Pisa ou d'autres évaluations externes. L'enquête s'adresse uniquement aux enseignants, qu'ils soient actifs en maternelle, primaire, secondaire ou supérieur (non) universitaire. Détails sur www.skolo.org/ E.B.

ESPACE

Le vaisseau spatial Orion de retour sur Terre

Le vaisseau Orion de la Nasa a amerri dimanche dans l'océan Pacifique au terme de la mission Artémis 1, qui, en un peu plus de 25 jours s'est rendue autour la Lune, dans le but de préparer le retour des humains à sa surface dans les années qui viennent.

La capsule, qui ne comportait pas d'astronaute à bord pour ce vol test, est rentrée dans l'atmosphère terrestre à une vitesse d'environ 40.000 km/h, et a ensuite été ralentie dans sa vertigineuse descente par une série de parachutes. Le vaisseau doit désormais être récupéré et placé à bord d'un navire de la marine américaine, au large de l'île mexicaine de Guadalupe. AFP

BIODIVERSITÉ

Limbourg : un loup tué sur la route

Un loup a été tué dimanche matin dans une collision présumée avec une voiture sur le territoire de Hechtel-Eksel dans le Limbourg.

Le loup est une petite femelle. Il s'agit très probablement de l'un des neuf petits de la meute qui vit dans cette zone, selon l'Institut flamand pour l'étude de la nature et des forêts. Ses équipes ont récupéré le cadavre pour une enquête plus approfondie. BELGA

FORMATION

Nouvelle réforme du Pacte : l'enseignement qualifiant

Après les plans de pilotage, les rythmes, le tronc commun et d'autres joyeusetés, le gouvernement francophone s'attaque à un nouveau chantier d'envergure : la réforme du qualifiant. « Le Soir » a pu en prendre connaissance. En voici l'essentiel.



ÉRIC BURGRAFF

Discrètement mais sûrement, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles se penche sur une réforme substantielle de l'enseignement qualifiant. On parle ici d'environ un élève de l'enseignement secondaire sur trois, soit environ 120.000 adolescents. C'est le Pacte pour un enseignement d'excellence qui impose de transformer le parcours qualifiant – encore trop souvent considéré comme un canal de relégation – en une « filière d'excellence, valorisante pour chaque élève et permettant une intégration socioprofessionnelle réussie ». Le même Pacte ajoutait : « Tout en simplifiant son organisation. » Riche idée ! A ce niveau, la mise en place et la gestion d'options sont d'une complexité sans nom.

Un avant-projet de décret – dont *Le Soir* a pu prendre connaissance – a été validé il y a quelques jours par le gouvernement francophone. Il s'attelle à cette réforme de la gouvernance tout en replaçant la filière dans la suite logique du tronc commun. Pour mémoire, l'implémentation progressive du tronc commun (actuellement en maternelle et en 1^{re}-2^e primaires) vise à renforcer les savoirs de base tout en intéressant les élèves à toute une série de métiers. A partir de là, le Pacte fait le pari d'une orientation davantage positive vers la filière de qualification. Le même avant-projet de décret s'inspire encore du Pacte pour rationaliser l'offre d'options. Le tout n'est qu'une première étape avant une refonte encore plus fondamentale de cette filière au terme du tronc commun : à la rentrée 2029 arriveront en quatrième secondaire les premiers élèves ayant effectué la totalité du parcours ; ils devront alors choisir entre filière de transition et filière de qualification modernisées.

1 Les lignes directrices

La réforme poursuit deux objectifs essentiels : améliorer la prise en compte des besoins socio-économiques et pro-

poser une offre plus cohérente. Comme aujourd'hui, l'initiative de la création d'options reviendra au niveau local. En revanche, il est prévu d'intégrer davantage dans le processus de décision les représentants du monde socio-économique des territoires concernés, de proposer aux écoles des outils d'aide à la décision, de permettre à la FWB de prendre des initiatives pour étoffer l'offre et enfin de réviser les normes d'ouverture et de fermeture d'options.

2 Ouverture de nouvelles options

Changement de taille à cet égard, l'ouverture d'options est prévue en 4^e année au lieu de la 5^e actuellement. Ce qui amène une critique de la CGSP Enseignement : « Globalement il y a moins d'élèves dans le qualifiant en 4^e qu'en 5^e. On risque donc à terme une diminution de la fréquentation de ces sections », analyse son président Joseph Thonon. Par ailleurs, les normes de création se durcissent. En dehors, pour faire simple, de thématiques et fonctions critiques validées par les acteurs régionaux, il faudra 12 élèves pour ouvrir une option contre 10 actuellement. Mais si le recrutement dans le métier concerné pose souci, on passera de 10 à 8. Notons aussi, c'est important, que le pouvoir régulateur – la/le ministre de l'Enseignement – pourra prendre des initiatives lorsqu'une région sera dépourvue de certaines options pourvoyeuses d'emplois : « Si les écoles ne suivent pas spontanément les recommandations et ne créent pas les options voulues, la FWB procédera par appel d'offres pour générer les ouvertures. »

3 Maintien et fermeture d'options

Le Pacte avait donné le la : « Il faut resserrer les normes de création et de maintien pour aboutir à la fermeture des options les moins fréquentées et surreprésentées dans un bassin donné. » Prenant le risque de s'exposer à des critiques sur l'emploi ou à la colère de parents, le gou-

vernement avance dans ce sens-là en révisant les normes de maintien des options. Aujourd'hui, la règle générale impose 6 élèves au minimum voire 4 sous certaines conditions mêlant densité de population et offre locale. Demain, si le texte est voté en l'état, le maintien d'une option sera fonction de la commune dans laquelle elle est organisée : 9 élèves minimum dans un milieu rural de moins de 125 habitants au km², 10 dans une commune semi-rurale de moins de 250 habitants/km² et 11 dans les autres communes. Notons que ces chiffres sont réduits de trois élèves pour les options nécessitant un encadrement accru en raison de normes de sécurité à respecter. Notons aussi que les métiers en pénurie sont immunisés face à ces règles.

4 Les conséquences

Un exercice théorique réalisé par l'administration de l'Enseignement montre que sur les 5.390 options qualifiantes ouvertes, 2.029 sont potentiellement concernées par une possible rationalisation. Mais en appliquant l'ensemble des règles en vigueur (normes, immunisation, exceptions, garantie de survie des établissements...) à l'année 2019-2020, 161 fermetures d'options auraient pu être imposées dans les trois années suivantes. Selon la CGSP, l'impact peut se calculer par réseau : 12,3 % de pertes pour WBE (organisé par la Communauté française), 9,1 % pour l'officiel subventionné (communes et provinces) et 7,6 % pour le libre confessionnel. Toujours selon la CGSP, un calcul est aussi possible par zone géographique : Namur, Luxembourg et Huy-Waremme seraient les moins impactés avec respectivement 6 %, 6 % et 3 % d'options menacées tandis que le Hainaut verrait environ 15 % de son offre disparaître.

Face à ces chiffres, le gouvernement insiste : la réforme est neutre budgétairement, les moyens affectés ne changeront pas puisqu'ils sont liés au nombre d'élèves. Par contre, les écoles sont invitées à une utilisation plus efficiente des ressources. Pour les mêmes raisons, l'impact sera globalement nul sur l'emploi, ce qui n'empêche que des conséquences sont à prévoir pour certains enseignants dont l'option serait fermée. Raison pour laquelle une cellule de reconversion sera mise en place au bénéfice des professeurs concernés. Pas de quoi rassurer la CGSP qui craint de la casse sociale malgré l'absence d'économies budgétaires.

Philosophie générale de la réforme : les normes pour l'ouverture et le maintien d'options vont se durcir.

© RENE BRENY.

« Pourquoi cette casse sociale ? »

Joseph Thonon, président de la CGSP-Enseignement, est au taquet depuis des mois face à un projet de décret qui n'a cessé d'évoluer. Alors que l'été dernier il était encore question d'un scénario « 10/10 » (fermeture des options avec moins de 10 élèves par année et pour lesquelles une alternative existe à moins de 10 km), le gouvernement a évolué vers l'épure actuelle. « En quoi va-t-on revaloriser le qualifiant ? », lance-t-il à ses militants ? « Pourquoi cette casse sociale sans même le prétexte d'une économie budgétaire directe ? Quelle garantie avons-nous que ces fermetures conduiront à une meilleure utilisation des moyens ? Vu les conséquences pour les élèves, les écoles et surtout les membres du personnel, la casse sociale pouvant très bien avoir lieu par glissements d'emploi, il s'agit du scénario le plus supportable... dans l'insupportable ! » Le tout sans compter qu'« au-delà des intentions, rien n'est prévu à ce stade pour la reconversion des professeurs touchés par des fermetures locales ». Sans compter non plus ce qui se passera en 2028 quand, toujours selon la CGSP, « au terme de l'implémentation du tronc commun viendra une réforme sans doute autrement plus conséquente du qualifiant ». E.B.



C'est le scénario le plus supportable dans l'insupportable !

Joseph Thonon
Président de la CGSP Enseignement

